

ÉCOLES RURALES. Le collectif SOS Écoles Cazals-Montcléra dénonce les incohérences de l'Éducation Nationale

Suite aux déclarations de M^{me} Sarraute, Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale du Lot, le collectif SOS Écoles Cazals-Montcléra répond aux arguments avancés pour justifier la fermeture des écoles rurales. Manque de cohérence, priorité aux chiffres plutôt qu'à la pédagogie, désengagement de l'État: les inquiétudes sont nombreuses.

Suite à l'article paru jeudi 6 février dans ces colonnes et qui faisait la part belle à M^{me} Sarraute, Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale (DASEN) du Lot, le collectif SOS Écoles Cazals-Montcléra, revient sur les points les plus problématiques - car les incohérences et les absurdités sont nombreuses- de son argu-

mentaire fallacieux.

Les écoles isolées: une richesse pédagogique menacée

Tout d'abord, il nous faut revenir sur le cas des écoles dites « isolées ». Selon M^{me} Sarraute, ces écoles, qui accueillent un seul enseignant avec sa classe, doivent disparaître. Or, il ne s'agit pas, en réalité, d'une spécificité lotoise mais bien d'une spécificité rurale que l'on retrouve partout en France. De plus, les raisons sécuritaires avancées par la directrice académique, s'appuyant sur une culture de la peur, s'avèrent bien légères à côté des bienfaits sur la scolarité et l'épanouissement des enfants. En effet, bien souvent, le passage d'une école vers une autre représente pour ces derniers la joie de découvrir un nouvel environnement, une manière symbolique de grandir et une préparation aux nou-

veautés propres au collège. Faudrait-il fermer toutes les écoles isolées de France pour entasser les enfants, comme on entasse les poulets, dans des usines scolaires? Nous refusons cette perspective. Les résultats des études PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis des Élèves) ont mis en lumière la corrélation entre la réussite des enfants et les effectifs réduits des classes. À titre indicatif, la moyenne européenne d'élèves par enseignant est légèrement supérieure à 13.

Suppressions de postes: une logique comptable contre-productive

Si le rôle de l'Éducation Nationale est d'offrir au plus grand nombre d'élèves de bonnes conditions d'apprentissage, il conviendrait alors de créer de nouveaux postes d'enseignants là où les effectifs par

classe sont trop élevés plutôt que d'en prendre là où les classes ne sont effectivement pas surchargées. De plus, le manque d'enseignants remplaçants est patent: ainsi, il peut arriver qu'une AESH (Accompagnante des Élèves en Situation de Handicap), profession déjà en sous-effectif compte tenu des besoins croissants, pallie les absences des enseignants en lieu et place d'enseignants remplaçants. Concernant les absences non remplacées, les parents de collégiens et de lycéens le savent: le constat est identique dans le secondaire. Voilà qui démontre que la situation lotoise est loin d'être idyllique. M^{me} Sarraute n'a apparemment pas pris note de la résolution de M. Macron de faire de la Jeunesse une des priorités de son quinquennat... Il est également important de noter que la DASEN préfère supprimer des postes d'enseignants

et créer des postes administratifs, type « coordinateur français en maternelle » ou « chargé de mission pour l'intelligence artificielle ». Des décisions qui ne favorisent pas la présence d'adultes formés auprès des enfants, mais qui, pire, préparent le remplacement des enseignants par les écrans.

Autre point important: la DASEN déforme la réalité lorsqu'elle prétend que l'enseignante actuelle se forme au poste de directrice car elle souhaite quitter l'école de Montcléra. Dans les faits, c'est tout le contraire qui s'est produit: l'institutrice, inquiète de voir un jour son poste supprimé, a entamé ces démarches uniquement dans le but de peut-être obtenir une mutation au plus proche de sa famille.

De plus, la fermeture des écoles s'inscrit dans un désengagement de plus en plus prégnant de l'État.

Défendre l'école rurale, c'est défendre nos services publics

La disparition progressive des Services Publics dans nos campagnes, leur « dématérialisation » ou leur transfert à la charge des intercommunalités doivent être l'occasion pour les parents d'élèves, les habitants et les élus du Lot de s'opposer fermement au déclassement de la ruralité. Ensemble, soyons unis pour conserver nos écoles, nos hôpitaux, nos bureaux de Poste, nos gares (ligne POLT).

Enfin, tout comme ses supérieurs hiérarchiques, notamment dans les ministères, M^{me} Sarraute n'avance, pour justifier les suppressions de postes, que des arguments comptables, mais aucun argument pédagogique ou éducatif. Or, l'avenir de nos enfants, les adultes de demain, ne peut en aucun cas être réduit à des questions financières.

● Denis SÉGIER